

Solidaires
DÉCEMBRE 2021

**Sans
Frontières**

Solidaires, un syndicalisme de transformation sociale antiraciste

L'Union syndicale Solidaires s'est régulièrement impliquée dans les cadres unitaires contre toutes les formes de racismes et de solidarité avec les migrant-es et les Sans-Papiers. Par le passé Solidaires a participé aux campagnes unitaires : « Uni-es contre l'immigration jetable », « Égales personnes ne sont pas illégales » ou encore au Collectif du 10 novembre par exemple, mais aussi à des initiatives ponctuelles à l'appel d'organisation partenaire comme le rassemblement contre l'antisémitisme et tous les racismes le 19 septembre 2021 à l'appel du RAAR (Réseau d'Actions contre l'Antisémitisme et tous les Racismes).

Depuis plusieurs années, Solidaires est particulièrement investie dans la Marche des Solidarités qui regroupe des collectifs de Sans-Papiers, des collectifs de familles de victimes de violences policières et des organisations alliées dont Solidaires fait partie. Nous sommes aussi membres des États généraux des Migrations et de nombreux Solidaires locaux sont impliqués dans des cadres unitaires de lutte contre le racisme et de solidarité avec les migrant-es à dimensions variables sur leurs territoires.

Dans le contexte actuel, où l'attaque des immigré-es et des musulman-es prend une place centrale dans les médias et dans la campagne présidentielle, il est nécessaire de renforcer l'implication de Solidaires dans les cadres unitaires qui se mettent en place contre le racisme et d'agir syndicalement auprès des personnes qui en sont victimes, en particulier sur nos lieux de travail.

À l'initiative de la Marche des Solidarités, une campagne unitaire Antiracisme & Solidarité est lancée et elle débute par une mobilisation massive le 18 décembre dans le cadre de la journée Internationale des migrant-es. La campagne se poursuivra jusqu'au mois de mars avec une initiative nationale à Paris pour la journée internationale de lutte contre le racisme. Son objectif est de se décliner localement par des rassemblements, manifestations, débats, diffusion de tracts...

Les principaux axes de la campagne sont : la lutte contre toutes les formes de racisme, la liberté de circuler et de manifester, l'égalité des droits, la dignité et la solidarité,



en particulier avec les migrant-es.

L'Union syndicale Solidaires a décidé de prendre toute sa place dans cette campagne et de faire en sorte qu'elle se diffuse largement pour permettre de porter un discours offensif pour la solidarité et contre le fascisme, le colonialisme, le racisme, l'injustice et les inégalités.

L'Union syndicale Solidaires appelle donc à rejoindre massivement toutes les initiatives qui s'organisent sur tout le territoire le 18 décembre.

Vous retrouverez tous les rendez-vous ici : <https://solidaires.org/Manifestations-dans-le-cadre-de-la-campagne-unitaire-antiracisme-et-solidarite>

Union
syndicale
Solidaires

Le bulletin de la commission immigration de Solidaires
Union syndicale Solidaires – 31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
(33) 1 58 39 30 20 – contact@solidaires.org – solidaires.org



D'OU QUE L'ON VIENNE, OU QUE L'ON SOIT NÉ-E, NOTRE PAYS S'APPELLE SOLIDARITÉ

CAMPAGNE ANTIRACISME ET SOLIDARITÉ

“Nous allons combattre le racisme par la solidarité.”

FRED HAMPTON, BLACK PANTHERS PARTY

D'ou que l'on vienne, ou que l'on soit né-e Notre pays s'appelle Solidarité

« Nous n'allons pas combattre le racisme par le racisme,
mais grâce à la solidarité. »

(Fred Hampton, Black Panthers Party – mai 1969)

Notre pays construit des ponts pas des murs. D'ou que l'on vienne, ou que l'on soit né-e, notre pays existe. Il s'appelle Solidarité.

Notre pays n'a ni carte, ni limites. Il ne fait pas la guerre si ce n'est au fascisme, au colonialisme, au racisme, à l'injustice et aux inégalités.

Notre pays n'existe pas isolé, atomisé, soumis. Il existe dans tout ce qui relie, regroupe, donne confiance et lutte.

Notre pays est en grand danger. Il doit sortir, se montrer, se lever. Vivre.

Car notre pays brûle. Il s'appelle Avenir.

Car notre pays est étouffé. Il s'appelle Liberté.

Car notre pays se meurt. Il s'appelle Égalité.

Car notre pays est opprimé. Il s'appelle Dignité.

Notre pays est en danger. Nous appelons à la mobilisation générale.

Pour l'avenir. Si la planète brûle, cela n'a rien à voir avec les migrations, nos couleurs de peau, nos origines, nos religions. Le monde n'attend qu'une étincelle pour exploser et certain-es nourrissent l'incendie qui nous menace.

Nous dénonçons toutes les formes de racisme dont l'islamophobie, l'antisémitisme, l'anti-tziganisme, la négrophobie et le racisme anti-asiatique. Nous exigeons notamment la fin des contrôles au faciès, l'abrogation de la loi dite « séparatisme », le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la fin des dominations économiques, militaires et politiques, en particulier la Françafrique.

Pour la liberté. Nous voyons que lorsqu'on commence à limiter la liberté pour certain-es, c'est la liberté de tou-te-s qui recule. C'est ainsi que se mettent en place des pouvoirs de plus en plus autoritaires.

Nous exigeons la liberté de circuler et de manifester et notamment l'abrogation de la loi dite « sécurité globale », la fin des violences et des crimes policiers et pénitentiaires, la suppression des mesures de répression contre les migrant-es (OQTF*,

IRTF*...) et la fermeture des Centres de Rétention Administrative. Nous exigeons la destruction des murs qui s'érigent partout dans le monde pour séparer et contrôler les peuples.

Pour l'égalité des droits. Les arguments utilisés contre l'immigration sont faux économiquement et ne servent qu'à justifier les mesures qui amplifient monstrueusement le racisme et les inégalités sociales. L'oppression et la surexploitation des migrant-es aggravent les conditions de tou-te-s salarié-e-s. Nous revendiquons l'égalité des droits pour tou-te-s, le renforcement et l'accès réel à la santé, à l'éducation, à des revenus décents, au logement et l'arrêt des expulsions dans les foyers de travailleurs/euses migrant-es. Nous exigeons notamment la régularisation des sans-papiers.

Pour la Dignité. Nous refusons la banalisation de l'insoutenable. Nous dénonçons les politiques anti-migratoires et de non-accueil des migrant-es. Nous refusons l'instrumentalisation des femmes à des fins racistes.

Nous réclamons vérité et justice pour les victimes de violences policières et pénitentiaires. Nous exigeons le respect des convictions et croyances de tou-te-s. Debout, nous redevenons dignes.

Pour la Solidarité. Nous appelons toutes et tous à se lever, se rassembler, s'organiser. A faire vivre notre pays partout où il existe. Dans les quartiers, les villages, les ronds-points, les écoles, les lieux de travail. Autour d'un hôpital menacé, d'une mosquée ou d'une synagogue fermée ou attaquée, d'une église où l'on fait une grève de la faim pour les migrant-es, des associations antiracistes dissoutes ou menacées de l'être, d'un théâtre qui avait été occupé, d'un piquet de grève, d'un immeuble menacé d'expulsion, d'une frontière. A partir d'un local associatif ou syndical, d'un lieu culturel et solidaire...

Nous appelons notre pays à se lever en masse, s'organiser et lutter pour la solidarité et contre le racisme.

– en multipliant les initiatives de toutes sortes

– dans toutes les villes et les villages en manifestant ensemble le même jour le samedi 18 décembre à l'occasion de la Journée internationale des migrant-es

– à Paris pour une manifestation nationale au mois de mars à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme.

Notre pays existe. Il s'appelle Solidarité.

* OQTF : Obligation de Quitter le Territoire Français

* IRTF : Interdiction de Retour sur le Territoire Français

Les orientations de Solidaires

Solidaires a débattu et adopté des orientations sur les thématiques de l'antiracisme et des migrations dans une résolution intitulée « égalité et solidarité » à son dernier congrès en septembre 2021. Voilà une synthèse de nos analyses et revendications sur ce sujet.

L'Union syndicale Solidaires a la volonté de transformer la société en profondeur et d'en finir avec les rapports de dominations qui s'y expriment, y compris dans le monde du travail. Notre outil syndical doit permettre de combattre toutes les formes de discriminations, c'est-à-dire toutes les atteintes à l'égalité des droits en particulier celles subies dans la sphère professionnelle. Nous sommes tous et toutes concerné-es par ces discriminations, qu'elles nous touchent directement ou indirectement.

Le sexisme et le racisme sont structurants. Dans notre société capitaliste et patriarcale, ils déterminent la manière dont le marché du travail est organisé et dont les personnes concernées vont être exploitées de manière particulière.

Le racisme opprime les personnes dites racisées. La notion de racisé-e fait référence à une construction sociale des catégories de domination qui consiste entre autres à l'attribution automatique de certaines compétences et comportements à un groupe, simplement du fait de leur origine réelle ou supposée ou encore de leurs couleurs de peau.

Les discriminations et les oppressions engendrent de l'exclusion et renforcent la souffrance au travail : lutter contre relève du rôle du syndicat. Notre Union doit combattre toutes les formes d'atteintes aux droits, en particulier lorsqu'elles touchent les personnes les plus vulnérables.

Si nous visons une universalité par l'égalité des droits, reconnaître les dominations est nécessaire pour voir le chemin à parcourir pour ce combat. Pour cela :

- Nous combattons le racisme sous toutes ses formes.
- Nous luttons contre l'antisémitisme inscrit dans l'histoire de la France et de l'Europe et toujours vif aujourd'hui.
- Nous combattons le racisme lié à l'histoire coloniale,

à l'encontre des personnes africaines, arabes, asiatiques, antillaises, guyanaises, polynésiennes, kanaks ou réunionnaises, racisme qui touche les générations successives et qui a de lourdes conséquences sociales, répressives, discriminatoires au travail, dans l'accès au logement, aux services publics. C'est pourquoi Solidaires défend le droit à l'autodétermination et le respect du peuple Kanak qui demande de reporter le référendum.

- Nous reconnaissons que les populations ultramarines sont victimes de discriminations particulières dans les départements et régions d'Outre-mer dans l'accès aux services publics, sur les prix, les salaires (SMIC...), le développement économique. C'est d'ailleurs cette réalité qui pousse aujourd'hui les populations de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane à se révolter.
- Nous dénonçons et combattons toute forme de discrimination liée aux croyances religieuses, notamment lorsqu'elles sont porteuses de pratiques racistes.

ÉGALITÉ
OU
RIEN!



Il est bien évident que ce sont les personnes les plus discriminées qui sont les plus précaires, les moins rémunérées et les moins reconnues dans leur carrière professionnelle et les plus exploitées à des positions de subordination extrêmes. Ce sont elles aussi qu'on retrouve dans la plupart des entreprises de sous-traitance, en situation de droits dégradés par rapport aux travailleurs et travailleuses des entreprises donneuses d'ordre, quand elles ne sont pas tout simplement invisibilisées.

Pour l'Union syndicale Solidaires, l'égalité des droits

dans l'emploi, comme dans toute la société n'est pas négociable et nécessite l'engagement et la solidarité de toutes et tous pour atteindre cet objectif.

Il est nécessaire de travailler en lien avec les associations, les collectifs, les syndicats qui se battent contre toutes formes d'oppressions dans les cadres unitaires qui le permettent.

Face à l'offensive des politiques et des idées réactionnaires et xénophobes, l'Union syndicale Solidaires revendique :

- le refus des politiques d'immigration choisie ;
- l'abrogation de toutes les lois et circulaires restrei-

gnant les conditions d'accès au travail pour les migrant-es et des conditions de séjour des étudiant-es étranger-es;

- l'arrêt immédiat des expulsions;
- la régularisation immédiate de toutes et tous les sans-papiers avec une carte de séjour de 10 ans et le droit à la naturalisation;
- la fermeture des centres de rétention et l'abolition de toute rétention administrative;
- l'abrogation des lois anti-immigrés, dont le CESEDA (Code d'entrée et du séjour des étranger-es et du droit d'asile);

- le respect du patronyme des personnes issues de l'immigration dans les entreprises et les administrations;
- l'abrogation du délit de solidarité à l'encontre des structures ou individus solidaires des étrangers en situation irrégulière;
- la protection des mineurs isolé-es étranger-es et des jeunes majeurs scolarisé-es ou logé-es;
- le statut d'autonomie des femmes immigrées;
- l'accès aux droits fondamentaux : santé, logement, éducation, protection sociale...;
- une allocation permettant de couvrir les besoins de base, de santé et de dignité de toutes et tous.

Solidarité internationale

Égalité et solidarité se conjuguent nécessairement à l'international.

C'est d'abord la revendication d'une égalité de droits pour les travailleurs et travailleuses du monde entier, égalité qui doit se faire par le haut. Pourtant, c'est l'inverse que l'on constate la plupart du temps. Les directives européennes l'illustrent bien, comme celle sur les travailleurs et travailleuses détaché-es qui n'impose pas la rémunération totale du pays d'accueil et permet ainsi le dumping. Nous demandons l'abrogation de cette directive : à travail égal, salaire égal. On constate que ce sont rarement celles et ceux des pays où les salaires sont les plus élevés et les conditions de travail meilleures qui émigrent... C'est donc un moyen de payer moins cher, donc de façon inégalitaire, sur un même territoire, les immigré-es.

Il existe bien des normes internationales qui ont instauré un droit international du travail, c'est la fonction de l'Organisation Internationale du Travail, mais dans la réalité ces droits sont bafoués par de très nombreux pays.

La solidarité est une valeur internationale.

Les capitalistes opposent toujours les travailleur-ses d'un pays et l'autre, c'est par exemple le ressort des entreprises multinationales qui menacent toujours de délocaliser la production pour faire accepter des salaires plus bas ou des conditions de travail dégradées. Dans le même temps, pour augmenter leurs profits, certaines entreprises jouent sur la fibre nationale en labellisant le « made in France ». En en faisant un critère de qualité supposée meilleure de leur marchandise alors que conditionnée dans le pays mais souvent produite à l'étranger, ils méprisent et usurpent les circuits courts et locaux.

La solidarité est également nécessaire pour soutenir celles et ceux qui sont victimes de répression de discriminations et de violations de leurs droits. Elle permet de sortir de l'isolement et de rendre publiques des pratiques inacceptables. A terme, elle doit aussi servir

à construire ou coordonner des luttes internationales contre un capitalisme largement mondialisé.

L'Union syndicale Solidaires œuvre pour rendre concrète et effective la solidarité internationale. C'est l'une des fonctions du Réseau syndical international de solidarité et de luttes : construire, par secteurs, des liens forts entre les travailleurs et travailleuses des différents pays; déconstruire les discours capitalistes qui opposent les un-es aux autres en faisant souvent appel au racisme, au nationalisme et à la xénophobie.



L'Union syndicale Solidaires revendique :

- La liberté effective de circulation et d'installation des personnes.
- L'admission et accès à une procédure de demande d'asile sur le territoire de son choix de tout-e candidat-e au statut de réfugié-e.
- La suppression de l'externalisation du contrôle des frontières, du financement du refoulement et de l'enfermement des migrant-es, la suppression de l'Agence Européenne de Garde-Frontières et de Garde-Côtes (ex Frontex) et la libre circulation des personnes.
- L'abrogation des traités de libre échange qui favorisent l'exploitation des pays les plus pauvres.
- Un renforcement du droit international du travail. Il est nécessaire de travailler en lien avec les associations qui se battent contre toutes formes d'oppressions.